



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

LA TURQUIE FACE À DE MULTIPLES DÉFIS

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION

DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

8 mars 2016

LA TURQUIE FACE À DE MULTIPLES DÉFIS

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Depuis des années, il ne se passe probablement pas une semaine sans que la Turquie ne soit évoquée dans les actualités internationales les plus brûlantes, preuve, s'il en était besoin, de l'importance essentielle de ce pays pour les équilibres régionaux et internationaux. Néanmoins, ces informations indiquent aussi, presque jour après jour, que ce pays est un tissu de contradictions complexes qui résistent aux simplifications et aux jugements simplificateurs. Ni excès d'indignités ni assaut de louanges, reste l'impérative nécessité de saisir les dynamiques en cours et de placer en perspective pour tenter de comprendre ce pays. L'une des principales interrogations concerne la rapidité avec laquelle les atouts multiples dont il s'était doté pour s'affirmer sur la scène internationale ont été en partie dilapidés en quelques années.

Une situation politique intérieure dégradée

Les enjeux démocratiques, tout d'abord. Alors que les premières années au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) avaient été marquées par une incontestable extension des droits démocratiques individuels et collectifs, il est désormais loisible de constater les dérives liberticides de Recep Tayyip Erdoğan. La critique à cet égard est nécessaire et justifiée, encore faut-il la caractériser avec précision. La situation est en effet très préoccupante et, depuis le tournant des années 2009-2010, les atteintes aux droits démocratiques sont récurrentes. L'Etat de droit lui-même, c'est-à-dire notamment la stricte séparation des pouvoirs, est menacée par la multiplication des instructions judiciaires et des procès dont la nature politique n'échappe à personne. La liberté de la presse, quant à elle, s'amenuise semaine après semaine. Pour autant, il serait erroné de qualifier, à ce stade, la nature du régime de dictatorial, comme le formulent certains commentateurs. Certes, selon Recep Tayyip Erdoğan, bénéficiaire de la majorité politique semble dispenser de prendre en compte les revendications des mouvements de contestation et les propositions de l'opposition. Conception, on en conviendra, pour le moins restrictive de la pratique démocratique. La Turquie devient alors un exemple de ce qu'Alain Rouquié appelle les démocraties hégémoniques, au sein desquelles les « majorités s'érigent en totalité, les minorités doivent obtempérer, sous menace d'être désignées comme ennemis de la nation. [...] Malgré la dérive autoritaire, ce n'est ni la dictature ni le totalitarisme puisque l'alternance reste possible »¹.

¹ *Le Monde*, 20-21 décembre 2015.

Mais, en dépit de ces constats, force est de constater que le président de la République ainsi que l'AKP continuent à jouir d'une véritable confiance et que leurs bases sociales et électorales ne semblent pas diminuées. Apparente contradiction qui s'explique, entre autres, par l'incapacité des partis de l'opposition parlementaire à constituer une véritable alternance à cause de leur pusillanimité. Ces derniers ne sont, par exemple, pas parvenus à empêcher l'organisation d'élections législatives anticipées du mois de novembre 2015, alors qu'ils avaient recueilli 54,5 % des suffrages exprimés lors des élections législatives du mois de juin précédent. Certes, des divergences importantes existent entre les trois partis de l'opposition parlementaire, mais tous sont d'accord pour sans cesse dénoncer les dangers induits par la politique du président Erdoğan pour l'avenir de la Turquie. Comment alors comprendre que ces partis ne parviennent pas à s'opposer à l'idéologie sécuritaire et à la stratégie de tension mises en œuvre par le pouvoir exécutif, qu'ils considèrent eux-mêmes comme des risques mortifères pour la démocratie turque, sinon à cause de leur incapacité à faire prévaloir les intérêts supérieurs du pays.

Un chaos régional déstabilisateur

La situation régionale, ensuite. Alors que la Turquie revendiquait légitimement, il y a quelques années, un rôle d'influence au Moyen-Orient, elle n'y est, à ce jour, pas parvenue. La dégradation de la situation intérieure du pays, que nous venons d'évoquer, est bien sûr alimentée par les développements de son environnement géopolitique, singulièrement par la crise syrienne. Depuis près de cinq ans, Recep Tayyip Erdoğan persiste dans une politique qui semble incapable de comprendre les évolutions réelles d'un pays voisin avec lequel il partage plus de 900 kilomètres de frontières et qui aurait, a minima, nécessité prudence, pragmatisme et réalisme. A contrario, les autorités politiques turques ont persisté à considérer que le pouvoir syrien allait être rapidement emporté et qu'il était par conséquent nécessaire de soutenir tous les groupes d'opposition, y compris les plus extrémistes. Le refus d'envisager la mise en œuvre d'une solution politique, nécessitant donc des compromis, a considérablement réduit les marges de manœuvre et les capacités d'initiatives politiques d'Ankara dans la région. Plus grave peut-être, la politique extérieure mise en œuvre par le gouvernement s'est tendanciellement confessionnalisée, entraînant la Turquie dans des interventions militaires directes ou indirectes en dehors de ses frontières, en Syrie et en Irak.

Le rapport à l'Union européenne

Comme nous l'avons indiqué, il y a un rapport étroit entre le chaos syrien et la dégradation de la situation intérieure en Turquie. Tout d'abord par la réactivation de la question kurde qui continue de

constituer le défi politique principal pour le pays. Ensuite par ce que l'on appelle la crise des réfugiés, qui affecte brutalement la Turquie. Avant de gloser sur la gestion de cette crise par le gouvernement, il convient avant tout de rendre hommage au peuple turc pour sa capacité à accueillir 2,5 millions de réfugiés. Il est, par exemple, remarquable que cette question n'a été instrumentalisée par aucun des partis lors des campagnes électorales législatives de 2015. Les Etats membres de l'Union européenne (UE) qui, pour leur part, montrent leur incapacité à gérer cette crise des réfugiés seraient, de ce point de vue, bien fondés à méditer la situation en Turquie avant de prétendre lui donner des leçons. Les exigences de Federica Mogherini, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, sont, à cet égard, inadmissibles. On ne peut à la fois demander à la Turquie d'accueillir tous les réfugiés qui se présentent à ses frontières orientales et, dans le même temps, exiger d'elle qu'elle les retienne sur son sol.

Cela pose alors la question des rapports turco-européens. On constate certes une récente réactivation des relations entre les deux parties, mais certainement dans les plus mauvaises conditions politiques parce que génératrices de chantage de toutes les parties à propos des réfugiés. Nous considérons, pour notre part, que l'UE porte des responsabilités écrasantes dans la détérioration des relations avec la Turquie. C'est pourquoi il est urgent que le processus des pourparlers d'adhésion puissent reprendre de manière rationnelle et qu'enfin les Etats membres de l'UE prennent conscience de l'importance géopolitique incontournable de la Turquie dans un environnement régional de plus en plus instable, en s'inscrivant dans une relation de long terme avec elle.

En guise de conclusion

Ces quelques dossiers, loin d'être exhaustifs, indiquent la complexité des enjeux et l'ampleur des défis auquel la Turquie doit faire face. Il ne s'agit pas d'exonérer les autorités politiques turques de leurs erreurs. Nous considérons qu'entre amis et partenaires, les choses doivent être dites franchement, mais qu'il importe également de ne pas se poser en donneurs de leçons condescendants. Il convient ainsi d'avoir à l'esprit le fait qu'il est plus facile d'avoir comme voisins la Belgique, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne que la Syrie, l'Irak ou l'Iran... Au-delà du cours politique induit par les choix critiquables de Recep Tayyip Erdoğan, l'Union européenne et le Moyen-Orient ont besoin d'une Turquie qui continue de s'affirmer. En ce sens, la dégradation de sa situation intérieure et de son voisinage ne concerne pas uniquement les Turcs mais aussi ses partenaires, tous ses partenaires. ■

LA TURQUIE FACE À DE MULTIPLES DÉFIS

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 8 Mars 2016

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org